

PIB ligérien et vendéen

Le PIB de la région des Pays de la Loire

PIB en valeur en millions d'euros courants*

	2000	2010	2021	2000 / 2021
France métropolitaine	1 454 904	1 957 884	2 453 532	+69%
France hors Île-de-France	1 019 928	1 352 449	1 688 688	+66%
Pays de la Loire	70 195	95 647	127 189	+81%

* voir notes méthodologiques en fin de document

Source : INSEE - Comptes régionaux base 2014

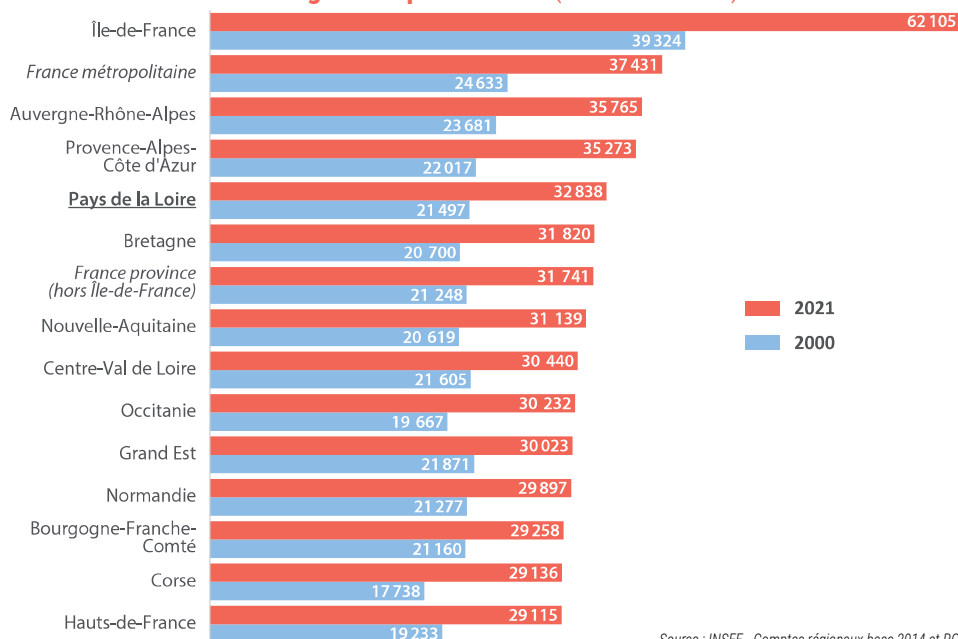
À la lecture du tableau ci-dessus illustrant l'évolution du PIB en valeur de la France et de la région des Pays de la Loire entre 2000 et 2021, deux principaux constats s'imposent.

Le premier est celui **d'une dynamique de création de richesse significativement plus soutenue dans notre région sur la période considérée**. Cette dernière s'explique aisément au regard des tendances démographiques dont ont profité certains territoires ligériens sur les dernières décennies (départements de Loire-Atlantique et de Vendée

principalement et du Maine-et-Loire secondairement) et donc des créations d'entreprises, d'emplois et d'activité qui en ont résulté.

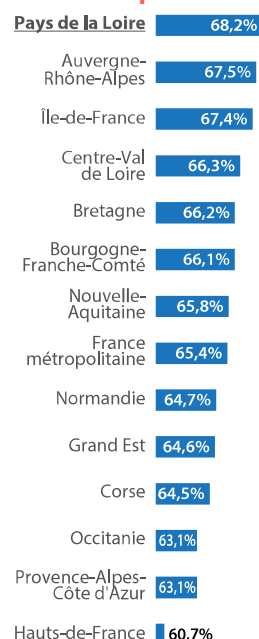
Le second constat, qui transparaît indirectement dans les données présentées, est celui **du poids très significatif de la région Île-de-France (31% du PIB métropolitain) dans la dynamique de l'ensemble du PIB national**. En témoigne la différence non négligeable (3 points de pourcentage) de l'évolution du PIB entre 2000 et 2021 qu'elle soit considérée hors Île-de-France ou pour la France entière.

PIB régionaux par habitant (en euros courants)



Source : INSEE - Comptes régionaux base 2014 et RGP

Taux d'emploi 2020



L'appréciation du PIB par habitant par région permet de comparer plus justement les écarts de richesse créée entre les différents territoires.

Comme évoqué précédemment, le profil de la région capitale se distingue ici particulièrement du reste des autres régions. En 2021, son PIB par habitant est en effet près de 2 fois supérieur à celui de la moyenne France province (62 105 euros contre 31 741 euros).

L'Île-de-France concentre en effet nombre de sièges de grands groupes ou entreprises, de services financiers de haut niveau ou encore d'administrations centrales. Ainsi près de 35% des cadres et professions intellectuelles supérieures en emploi à l'échelle nationale sont franciliens alors que la région ne représente «que» 21% de l'ensemble des actifs français en emploi. L'Île de France profite également d'un taux d'emploi supérieur à la moyenne métropolitaine (67,4% des franciliens de 15 à 64 ans sont en emploi contre 65,4 en France métropolitaine en 2020).

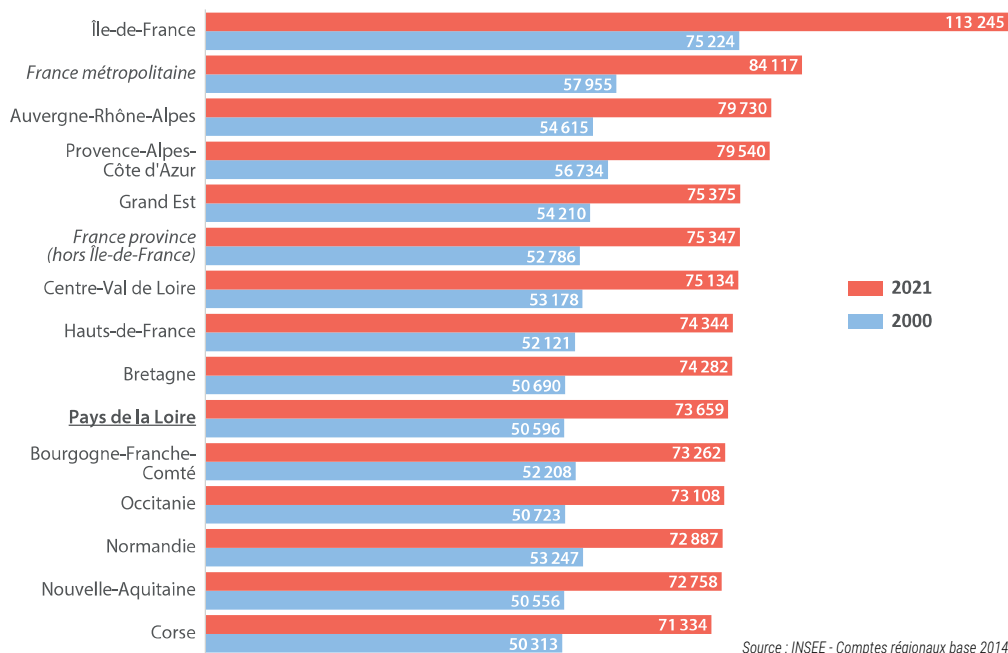
Cependant, le niveau du PIB par habitant de l'Île de France se doit d'être en partie nuancé par certaines fragilités inhérentes aux méthodes de calcul des PIB régionaux. En effet, s'il est évident que l'attractivité

de Paris en matière d'emploi s'étend au-delà de l'Île de France (certains travailleurs franciliens résident dans les régions voisines de Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire ou Hauts-de-France), le calcul des PIB régionaux ne ventile toutefois la richesse qu'au regard du lieu de travail. En conséquence, le PIB/habitant du Centre-Val de Loire par exemple est minoré puisqu'il ne prend pas en compte les revenus de ses habitants qui travaillent à Paris (voir note méthodologique 4 en fin de document).

Les Pays de la Loire se classent, pour leur part, au 4^{ème} rang des régions françaises avec un PIB par habitant établi à 32 838 euros en 2021, soit 1 100 euros au dessus de la moyenne de la France province.

L'explication de ce rang est sans aucun doute à rechercher d'abord dans le taux d'emploi dont bénéficie le territoire ligérien (le plus élevé des régions françaises), plutôt que dans la présence en région de nombreuses activités à forte ou très forte valeur ajoutée. Mise à part l'influence de la métropole nantaise sur quelques activités spécifiques de haut niveau, le territoire ligérien ne se distingue pas particulièrement par une forte présence de ces dernières.

PIB régionaux par emploi (en euros courants)



Source : INSEE - Comptes régionaux base 2014

La lecture de la richesse créée par emploi (productivité apparente du travail) modifie en partie le précédent classement par habitant et laisse ainsi entrevoir quelques spécificités des tissus économiques régionaux (activités à plus ou moins forte valeur ajoutée).

C'est notamment le cas des Pays de la Loire qui occupent désormais le 8^{ème} rang des régions françaises avec un PIB par emploi établi à 73 659 euros en 2021, soit près de 1 700 euros en dessous de la moyenne France province (-2 190€ en 2000).

Ce constat - que nous nuancerons toutefois en partie dans la mesure où les Pays de la Loire se situent dans un groupe de 4 ou 5 régions assez proches entre le 6^{ème} et le 10^{ème} rang- confirme assez clairement que notre tissu économique ne rassemble pas parmi les activités les plus créatrices de richesse.

Notre industrie, bien que très présente, est en effet souvent caractérisée par le poids de l'agroalimentaire ou encore par celui de la sous-traitance

dans la mécanique ou le travail des métaux notamment ; activités que l'on qualifiera globalement à moyenne valeur ajoutée. Il en est de même pour nombre d'activités dites «présentielles», qu'il s'agisse de celles relatives au tourisme ou des services à la personne (population plus âgée dans les départements littoraux notamment).

On mesure ainsi mieux ici l'impact du taux d'emploi dans notre région sur le précédent indicateur du PIB/habitant.

D'une façon générale enfin, et au-delà du cas de l'Île-de-France, **les régions disposant des activités les plus créatrices de valeur par emploi demeurent essentiellement les régions les plus urbaines (présence de plusieurs grands centres urbains) qui réussissent à associer activités tertiaires de haut niveau, centres de décision, recherche, enseignement supérieur, écosystème numérique, commerces spécifiques, voire industries de pointe.**

L'illustration ci-contre représente la répartition relative par branche (ou secteur d'activité) de la somme des valeurs ajoutées (ou PIB sectoriels).

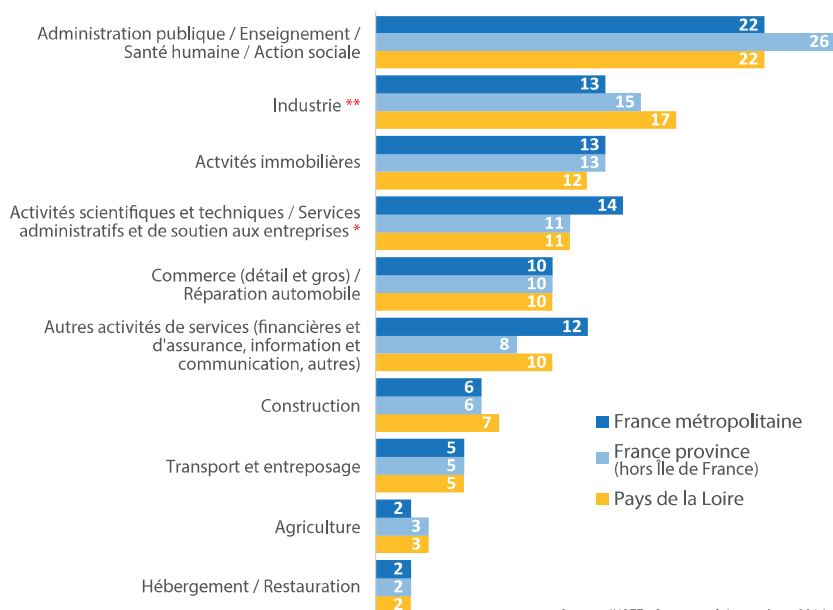
Pour le cas des Pays de la Loire, plusieurs différences sont à souligner en comparaison particulièrement de la France province.

La plus importante est celle du poids du secteur «administration publique - enseignement - santé humaine - action sociale» : 22% de la VA totale en Pays de la Loire contre 26% en France province. Ceci tend à montrer que notre région est moins administrée qu'ailleurs en France.

La seconde relève du poids de l'industrie ligérienne dans la VA totale régionale : 17% contre 15% en France province et 13% pour la France entière. Ce constat n'est pas surprenant eu égard au poids et à la diversité du tissu industriel présent dans l'ensemble des départements des Pays de la Loire.

On pourra enfin, et secondairement, noter un poids relatif un peu supérieur des VA générées en Pays de la Loire dans les «autres activités de services» ainsi que dans le secteur de la «construction» (pour ce dernier, l'attractivité et le dynamisme des départements littoraux de la région, Vendée et Loire-Atlantique, expliquent sans doute cet écart).

Valeurs ajoutées (VA) par branche en 2021 (en % du total - VA à prix courants)



Source : INSEE - Comptes régionaux base 2014

* Activités juridiques, comptables, sièges sociaux, conseil de gestion, architecture, ingénierie, recherche et développement scientifiques, publicité et études de marchés, ... ET Activités de location et location bail, intérim et autres services RH, voyages-réservation et services annexes, sécurité, nettoyage, aménagement paysager, ...

** En complément, ci-après le poids des divers secteurs industriels en Pays de la Loire en 2021 : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution 17% des VA totales de l'industrie ligérienne / Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac 22% / Cokéfaction et raffinage 5% / Fabrication d'équipements électriques et informatiques, fabrication de machines 11% / Fabrication de matériel de transport 7% / Autres produits industriels (mécanique, travail du métal, menuiserie, textile-cuir, imprimerie, béton-briques, ...) 38%.

Le PIB vendéen*

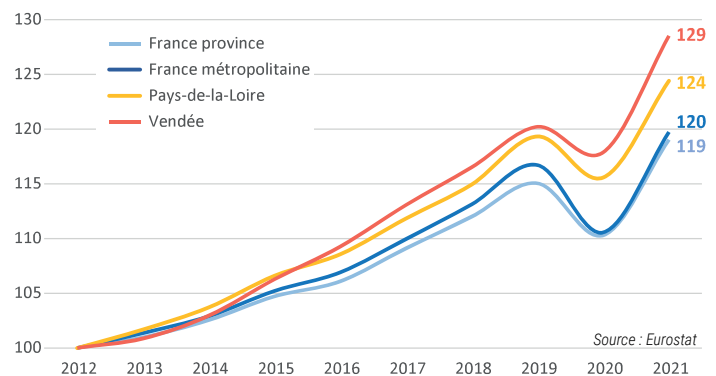
* IMPORTANT - voir note méthodologique 4 en fin de document

PIB en valeur en millions d'euros courants*

	2012	2017	2021	2012 / 2021
Loire-Atlantique	42 367	49 285	55 345	+31%
Maine-et-Loire	20 604	22 418	24 841	+21%
Mayenne	8 072	8 720	9 126	+21%
Sarthe	14 398	14 938	15 670	+9%
Vendée	16 769	18 959	21 553	+29%
Charente-Maritime	14 811	16 272	18 402	+24%
Deux-Sèvres	10 159	10 765	12 121	+19%

Source : Eurostat

Évolution du PIB en valeur entre 2012 et 2021 (base 100 en 2012)



Source : Eurostat

On peut estimer le PIB vendéen à 21,55 milliards d'euros en 2021 (avec toutes les limites inhérentes à son mode de calcul et à l'utilisation de ces données évoquées dans la note méthodologique 4 en fin de document).

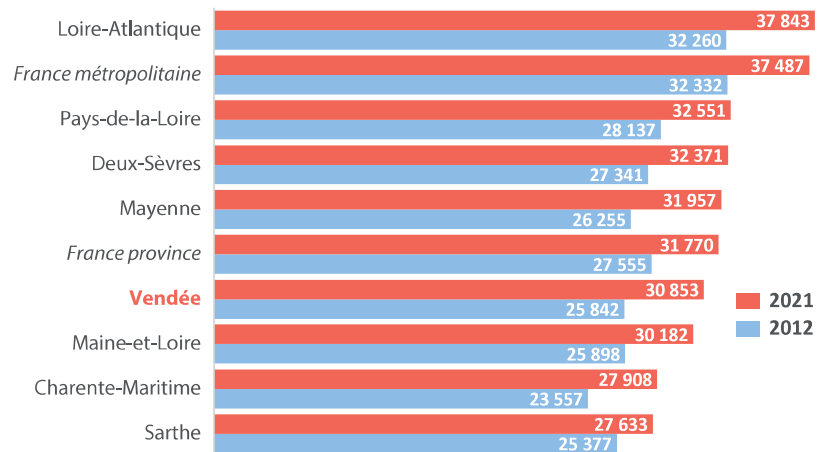
Entre 2012 et 2021, ce dernier aurait progressé de 29%, soit un rythme de croissance significativement plus soutenu qu'en France métropolitaine (+20%) et qu'en France province (+19%). L'impact de l'attractivité démographique de notre département sur l'activité (commerce, services, construction, ...) ainsi que le dynamisme de notre économie (puissant socle industriel, très faible taux de chômage, ...) expliquent ces rythmes différents.

Au regard du PIB par habitant en 2021, la Vendée se situe un peu plus de 900€ en dessous de la moyenne France province.

En évolution ce PIB par habitant aurait toutefois progressé de +19% dans notre département depuis 2012 quand il croissait de 15% en France province et de 16% en France métropolitaine.

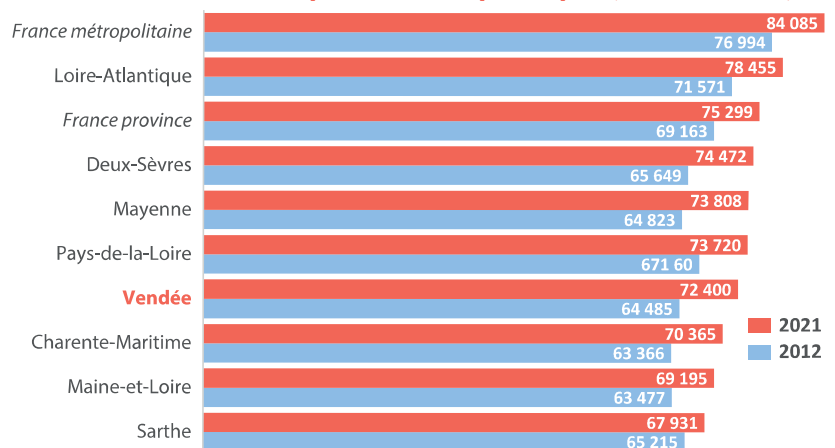
Par emploi pour l'année 2021 enfin (mesure de la productivité apparente du travail), l'écart entre la Vendée et la France province est beaucoup plus conséquent puisqu'il s'élève à près de 2 900€. Cet écart est par ailleurs d'un peu plus de 6 000€ avec le département voisin de la Loire-Atlantique et de près de 11 700€ avec la moyenne de la France métropolitaine (on rappellera de nouveau l'impact de la région Île-de-France sur ce dernier chiffre). En évolution depuis 2012 (+12%), le PIB par emploi vendéen progresserait par contre un peu plus rapidement qu'en France province et qu'en France métropolitaine (+9% pour ces deux échelles géographiques).

PIB départementaux par habitant (en euros courants)



Sources : Eurostat et estimations de population INSEE pour 2021

PIB départementaux par emploi (en euros courants)



Sources : Eurostat, Insee emplois 2012 & estimations 2021 et calculs OESTV

NOTES méthodologiques

1 - Le Produit Intérieur Brut (PIB) est utilisé pour mesurer la croissance économique d'un pays (voire d'une région). Il correspond à **la somme des valeurs ajoutées (VA) du secteur privé et du secteur public**.

Pour rappel, la valeur ajoutée s'analyse comme la richesse produite lors du processus de production puisqu'elle se détermine comme la différence entre le chiffre d'affaires (somme des ventes réalisées) et les consommations intermédiaires (somme des achats réalisés auprès de différents fournisseurs en biens et services). La valeur ajoutée se répartit ensuite entre revenus du travail, revenus du capital et prélèvements par l'État (fiscalité sur les produits : TVA, taxe sur l'essence, le tabac, ...).

2 - Le PIB est exprimé de 2 façons

- **en valeur** (mesure du PIB nominal) : correspond à la somme des VA en prix courants (non corrigés de l'inflation, exprimés en euros courants).

Dans cette note de synthèse, toutes les données utilisées expriment uniquement cette mesure du PIB en valeur.

- **en volume** (mesure du PIB réel, exprimé en euros constants) : pour supprimer l'effet de l'évolution des prix, et ainsi gommer l'inflation mais aussi certains effets de la déformation de la structure d'une économie tout au long d'une période donnée (pour simplifier), les modèles macroéconomiques préfèrent raisonner en termes de volume plutôt qu'en termes de valeur afin de représenter la véritable quantité produite en plus d'une période sur l'autre. Ces modèles complexes reposent sur l'agrégation d'un ensemble d'indices (composantes de l'activité), pondérés au fil du temps au regard de l'évolution de la structure de l'économie et du lien qui existe entre les évolutions de prix et de quantités, en un indice synthétique (une grandeur composite). Le PIB en volume est celui utilisé par l'Insee dans les comptes nationaux trimestriels pour exprimer les évolutions de la croissance.

3 - Le calcul de la valeur ajoutée pour les organismes publics (services non marchands : administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale)

Les services non marchands sont définis comme des services gratuits ou vendus à un prix économiquement non significatif (le prix de vente,

quand il y en a un, n'est pas un prix de marché et il n'est pas possible de valoriser la production des services non marchands en l'utilisant).

En conséquence, les comptes nationaux mesurent, par convention, la production des services non marchands en additionnant leurs coûts de production. Ces coûts comprennent surtout les rémunérations (y compris les impôts sur les salaires et les cotisations employeurs comme dans le privé d'ailleurs), les consommations intermédiaires et une estimation de l'amortissement des actifs non financiers (appelée consommation de capital fixe). Pour simplifier, la valeur ajoutée des activités publiques est, pour l'essentiel, égale à la somme des rémunérations (éducation nationale, fonction publique hospitalière, collectivités territoriales, activités régaliennes -défense, sécurité, justice, administration générale-, ...).

4 - Précisions sur les PIB régionaux, départementaux et leurs limites

L'Insee précise que les PIB régionaux contiennent plusieurs sources de fragilité inhérentes à leur méthode de calcul qui diffère de celle utilisée pour les comptes nationaux (pour aller plus loin sur ces fragilités et les méthodes de calcul : <https://blog.insee.fr/ventiler-pib-national-au-niveau-regional/>). Pour faire simple, la solution mise en œuvre consiste à calculer les PIB régionaux à partir du PIB national en répartissant la valeur ajoutée par branche en fonction des masses salariales des établissements. En effet, l'absence de compte au niveau des établissements nécessite de faire des hypothèses sur la répartition de la valeur ajoutée des entreprises ayant des établissements dans plusieurs régions. Cette difficulté à localiser la valeur ajoutée est d'autant plus grande que le territoire est petit, invitant ainsi à considérer avec prudence toute ventilation sur des pièces du puzzle national (et particulièrement au niveau des départements).

Pour répondre aux obligations européennes, l'Insee produit des PIB départementaux et les transmet à Eurostat qui les diffuse. Toutefois, les méthodes de calcul ne permettant pas de fournir des chiffres suffisamment fiables pour certains départements, l'Insee préfère ne pas diffuser ces PIB départementaux sur son site internet. En conséquence, il conviendra de considérer les PIB départementaux cités dans cette note de synthèse à titre purement indicatif et comme de simples ordres de grandeur.

Partenaires financeurs de l'OESTV



Crédit Mutuel

